

PAGES DE GAUCHE

www.pagesdegauche.ch

Périodique indépendant
d'opinions socialistes

N° 197

Automne 2025

Page 3 **Pantouflage sordide**

Nicoletta della Valle vient de quitter la direction de Fedpol. Elle a depuis trouvé un nouveau mandat du côté d'une société active dans la défense et la sécurité d'Israël.

Pages 4 **Féminicides**

Le Parti socialiste suisse a annoncé qu'une initiative était en gestation pour lutter contre la violence patriarcale. Plongée sur ses enjeux et ses risques.

Page 5 **Votations populaires**

En novembre, nous voterons sur l'initiative pour l'avenir de la Jeunesse socialiste. Les adversaires font déjà campagne et se gargarisent de « finance durable ».

Page 6 **Répression et drogue**

Comment la « guerre contre les drogues » est un outil de contrôle racial.

Le dossier

Austérité : L'idéal du taudis

Depuis la fin de la période Covid, les partis bourgeois et l'ensemble des économistes traditionnels ne cessent de répéter que la parenthèse interventionniste est close. L'économie privée avait dû être aidée en masse par les pouvoirs publics. Mais elle mange dans la main qui la nourrit : la réduction des dépenses de l'État au strict minimum s'imposerait naturellement pour rester compétitif. Ce numéro décortique le rapide retour à un Zeitgeist que la gauche espérait ne pas revoir si tôt. D'où vient ce nouveau mouvement austéritaire globalisé ? Et surtout, que menace-t-il ? **Page 8**

À lire sur notre site

Journalisme en danger

Publié le 8 septembre 2025



La rédaction • Les annonces de licenciement d'un groupe de presse semblent toutes se ressembler. Cette fois, c'est à la rédaction de 20 Minutes que 80 postes sont menacés. Comme toujours, ces restructurations répondent à des impératifs de « rendement ». Pour rationaliser.

Continuer la lecture →

Procédure pénale: Protéger les victimes de la victimisation secondaire

Publié le 11 août 2025



Rosa Roux • Ces dernières années, plusieurs procès pénaux très médiatisés (Mazan, Depardieu, etc.) ont révélé l'ampleur des violences psychologiques que peuvent subir les personnes plaignantes et leur entourage au cours de la procédure pénale. Ce phénomène est pourtant connu.

Continuer la lecture →

PLR et UDC: libéraliser et nucléariser

Publié le 15 juillet 2025



Bertil Munk • En 2017, la Suisse vote contre toute nouvelle construction de centrales nucléaires et pour une sortie de cette énergie. Aujourd'hui, l'exploitation de Beznau est déjà prolongée et les chambres fédérales sont en passe de revenir sur l'engagement.

Continuer la lecture →

Illustrations

Le présent numéro est illustré par des photographies issues des archives du *Wien Museum*. Celles-ci, prises principalement par Martin Gerlach entre 1926-1935, font état des innombrables interventions municipales précédant la guerre civile autrichienne. Ayant mené au surnom connu «*Rotes Wien*», ces nombreuses constructions orientées vers les besoins concrets de la population (logements, restauration, crèches, santé publique, etc.) ont des effets positifs encore cent ans après. À l'heure d'une crise sociale persistante, et de l'offensive des idéologues d'un État réduit à peau de chagrin, cet exemple anti-austéritaire doit alimenter notre boussole politique.

Impressum

Abonnement annuel: Fr. 69.—
Abonnement de soutien: Fr. 170.—
Abonnement réduit
(AVS, AI, étudiant·e·s, chômeuses·eurs): Fr. 49.—
IBAN CH75 0900 0000 1779 5703 3

www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:
Case postale 22, 1001 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:
Antoine Chollet (AC), Emma Sofia Lunghi (ESL),
Bertil Munk (BM), Stéphanie Pache (SP), David
Raccaud (DR), Aline Bressoud (AB), Mélanie Rufi
(MR), Zoé Seuret (ZS).

Comité:
Cora Antonioli, Umberto Bandiera, Valérie Boillat,
Mathieu Gasparini, Arnaud Thiéry.

Maquette:
Marc Dubois, Graphisme éditorial, Lausanne

Secrétariat de rédaction, mise en page et webmaster:
Bertil Munk, Renens

Relecture:
Cora Antonioli et Yvan Thiéry

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

Chronique

Refonder la police lausannoise: justice, humanité, confiance

Le décès de Camilia et de Marvin, deux vies brisées à la suite d'une intervention policière lausannoise, restera longtemps comme une plaie ouverte dans la mémoire collective. Ces tragédies ne peuvent pas être comprises comme de simples accidents isolés. Elles s'inscrivent dans un contexte plus large, celui d'un racisme structurel qui traverse les institutions policières. Les révélations sur certains groupes WhatsApp de policiers lausannois, où circulaient propos racistes, sexistes et discriminatoires, ont levé le voile. Il ne s'agit pas de quelques brebis galeuses mais d'une culture professionnelle qui tolère et banalise des comportements indignes d'un service public censé protéger l'ensemble de la population.

Face à cela, la réaction de la municipalité lausannoise ne peut se limiter à des gestes d'ordre symbolique. Une réforme profonde s'impose. Les premiers signaux de la municipalité semblent aller dans ce sens, avec une reconnaissance du problème, une volonté de transparence et une ouverture au dialogue. Ces intentions sont encourageantes mais elles doivent désormais se traduire en actes concrets.

Une réforme crédible doit inclure une formation continue obligatoire, sur plusieurs jours, pour l'ensemble des corps de police, consacrée au racisme structurel, aux discriminations et aux biais implicites. Le recrutement doit refléter la diversité des lausannois·es afin de renforcer la légitimité de la police et contribuer à la cohésion sociale. Le lien avec les habitant·es doit également être reconstruit par une police de proximité qui développe des projets participatifs dans les quartiers.

Il est tout aussi nécessaire de transformer la structure du pouvoir policier. Une commission externe, indépendante et dotée de compétences juridiques, doit pouvoir recueillir les plaintes et mener des enquêtes afin d'éviter tout conflit d'intérêt. Le management actuel, stricte et opaque, doit céder la place à un système plus collaboratif et transparent. Enfin, on pourrait imaginer des patrouilles en binôme, composées d'un policier et d'une personne socio-sanitaire, pour traiter certaines situations avec humanité et discernement plutôt que par une approche purement sécuritaire.

Affirmer la nécessité de réformer la police ne revient pas à nier ses missions régaliennes. Bien au contraire, il s'agit de bâtir une institution pleinement engagée dans la lutte contre le racisme structurel et fidèle à des valeurs humanistes dont la population lausannoise a un besoin essentiel. C'est à ce prix qu'une relation de confiance pourra enfin s'établir entre des minorités trop souvent discriminées et des autorités dont la mission première devrait être de les protéger.

Samson Yemane, Conseiller communal socialiste, Lausanne



Éditorial

Affaire Nicoletta della Valle : un pantouflage au goût de sang

Quelques mois à peine après avoir quitté la direction de Fedpol avec un parachute doré de 340'000 chf, Nicoletta della Valle se retrouve déjà au cœur d'une polémique. L'ancienne directrice de la police fédérale suisse siège désormais au comité consultatif de Champel Capital, une société d'investissement israélienne spécialisée dans la levée de fonds pour des entreprises actives dans les secteurs de la sécurité et de la défense. Une décision qui, dans le contexte actuel marqué par le génocide en cours en Palestine, soulève d'importantes questions juridiques, politiques et éthiques.

L'arrivée de Nicoletta della Valle chez Champel Capital intervient alors que l'entreprise cherche à lever 100 millions de dollars pour financer de nouveaux projets liés à la défense et la sécurité. Or, cette société a été cofondée par Amir Weitman qui est une figure de l'aile dure du Likoud – le parti de Benjamin Netanyahu. Il avait d'ailleurs publiquement appelé à l'expulsion des habitants

de Gaza après le 7 octobre 2023. Le comité consultatif où siège Della Valle réunit également des personnalités hautement controversées : Kobi Shabtai, ex-chef de la police israélienne, ou encore Yoav Har-Even, ancien PDG de Rafael, fabricant d'armes israélien. Plus inquiétant encore, on y retrouve aussi un représentant de *Swiss Innovation Forces*, l'agence d'innovation de l'armée suisse détenue à 100% par la Confédération.

Pantouflage encore et toujours

Cette situation soulève de réelles interrogations. C'est la raison pour laquelle le conseiller national socialiste Fabian Molina a interpellé le Conseil fédéral afin de savoir comment la Suisse remplit son devoir de diligence, au regard du droit international, pour empêcher les relations d'affaires susceptibles de contribuer au maintien de l'occupation illégale de la Palestine par Israël et comment garantir qu'aucune expertise suisse en matière de sécurité

ne soit utilisée dans des projets israéliens liés à l'armement. Le Conseil fédéral ne s'est pas encore prononcé sur ces questions.

Au-delà des considérations éthiques, cette affaire illustre également parfaitement le problème récurrent de pantouflage. Selon *Transparency International*, le cas della Valle constitue un cas de plus de passage direct de hauts fonctionnaires vers des postes privés sensibles et met en lumière que ces passages se font sans règles claires ni contraignantes pour encadrer ces transitions.

Cette affaire illustre donc encore une fois la faiblesse du cadre légal suisse face aux conflits d'intérêts, mais aussi l'hypocrisie d'une neutralité revendiquée qui se fissure chaque fois qu'apparaissent des liens économiques et sécuritaires avec les régimes d'apartheid.

La rédaction

Au sommaire de ce numéro

- | | |
|---|---|
| <p>4 Actualités
Lutter contre la violence patriarcale ou liée au genre : les limites institutionnelles</p> <p>5 Pour le climat, se tourner vers l'avenir</p> <p>6 La répression en matière de drogues : un outil raciste, violent et inefficace</p> <p>7 Doit-on faire le travail du PLR ?</p> <p>7 Le poing, la rose et le casse-noix</p> <p>8 Dossier</p> <p>9 Les finances publiques au régime nourrissent l'extrême droite</p> <p>10 Les «idées zombies» de KKS & Co</p> <p>12 L'art de vider les caisses : Entretien avec Aniko Fehr</p> <p>14 Universités en danger, démocratie en péril</p> | <p>15 Le secteur de la santé aurait pu se passer de ces nouvelles coupes</p> <p>16 Ce que la dette publique suisse dit d'elle-même</p> <p>18 France : des mobilisations massives contre les politiques d'austérité</p> <p>19 Conclusion</p> <p>20 Culture
Allez voir <i>Une bataille après l'autre</i> dès maintenant</p> <p>22 «Alors ça ça m'a chamboulé»
<i>Un féminisme décolonial</i>, Françoise Vergès</p> <p>23 Livres</p> <p>24 Der</p> |
|---|---|

Projet d'initiative populaire du PSS

Lutter contre la violence patriarcale ou liée au genre : les limites institutionnelles

Le Parti socialiste suisse propose d'inscrire dans la Constitution la responsabilité de la Confédération dans la lutte contre la violence patriarcale ou liée au genre. Une démarche nécessaire, mais qui soulève une question centrale : comment mettre en œuvre ces mesures sans renforcer certaines institutions déjà traversées par le sexisme et le racisme ?

L'initiative populaire socialiste vise à inscrire dans la Constitution la responsabilité conjointe de la Confédération et des cantons dans la lutte contre la violence patriarcale. Le texte prévoit l'instauration de normes minimales contraignantes pour assurer la prévention, la protection et l'accès aux services d'aide, afin que les victimes bénéficient d'un soutien homogène sur l'ensemble du territoire. La Confédération serait également tenue de financer une part substantielle de ces mesures. Cette démarche est particulièrement pertinente dans le contexte suisse, où la situation des violences sexistes et sexuelles est particulièrement alarmante. Les féminicides – les meurtres de femmes* liés à leur genre, souvent par un partenaire, ex-partenaire ou membre de la famille – sont structurels : toutes les deux semaines, une femme est tuée dans ces circonstances. Malgré des cas bien documentés, aucun organisme officiel ne compile de statistiques systématiques sur ces féminicides. (voir stopfemizid.ch). La notion de féminicide n'est par ailleurs toujours pas reconnue dans les textes officiels, le Conseil des États ayant rejeté ce terme en 2020.

Attention aux méthodes

Aujourd'hui, la prévention, l'éducation et le suivi des antécédents de violence sont insuffisants, et chaque féminicide révèle l'échec collectif des mécanismes de protection, de la police et de la justice. Le

projet d'initiative du PSS répond ainsi à une problématique urgente, mais la vision portée par certain·e·s représentant·e·s socialistes mérite d'être interrogée. Dans une chronique parue récemment, le conseiller national socialiste neuchâtelois Baptiste Hurni a pris pour exemple le triple féminicide de Corcelles pour évoquer sa reconnaissance envers le travail des forces de l'ordre, qui agiraient «avec rigueur et proportionnalité». Ce type de mise en avant occulte une réalité bien connue : la police n'est pas un acteur fiable dans le traitement des violences sexistes et sexuelles. Les victimes qui osent porter plainte se heurtent trop souvent à des accueils empreints de préjugés, à des refus d'enregistrer la plainte, à la minimisation des faits, à des propos culpabilisants ou au classement rapide de leur dossier. Beaucoup abandonnent, faute de confiance dans une institution perçue comme indifférente, voire hostile. Cette situation est encore plus préoccupante pour les femmes racisées, migrantes, ou sans statut légal, qui risquent représailles ou expulsion en cas de contact avec la police. Louanger l'institution dans ce contexte revient à invisibiliser ces expériences et à renforcer une vision idéalisée, en décalage complet avec le vécu des victimes.

La situation se complique encore lorsque l'initiative socialiste bénéficie du soutien de certain·e·s politiques de droite

et d'extrême droite, dont celui de la vice-présidente de l'UDC, Céline Amaudruz, qui, au sujet de l'initiative, a déclaré qu'elle pourrait soutenir tout projet visant à renforcer la sécurité des femmes et à lutter contre les féminicides, en insistant sur la surveillance active des suspects via des bracelets électroniques. Ce type d'approche sécuritaire pose évidemment problème : confier la protection des victimes à une police et à une justice déjà sexistes et racistes risque de reproduire les échecs structurels observés depuis des années. Si le projet d'initiative socialiste a le mérite de poser la violence patriarcale comme un enjeu structurel nécessitant une action urgente de la part de la Confédération, son impact réel dépendra de la forme qu'il prendra concrètement. Pour être véritablement efficace, la lutte contre la violence patriarcale doit s'appuyer sur des organismes réellement accessibles et dignes de confiance, et non se limiter à un renforcement des institutions et dispositifs sécuritaires qui risqueraient de reproduire les mêmes violences qu'ils prétendent combattre.

Zoé Seuret

À consulter :

«*Stopfemizid*» documente les féminicides et tentatives de féminicides en Suisse : <https://www.stopfemizid.ch/francais>.

Votations

Pour le climat, se tourner vers l'avenir

Alors que la votation sur l'initiative pour l'avenir de la Jeunesse socialiste approche, deux chemins s'offrent à nous : remettre en question notre système économique et entamer des transformations structurelles, ou s'accrocher à des solutions vouées à l'échec.

L'agenda politique suisse, avec ses quatre dates de votations annuelles, est toujours bien rempli. Néanmoins, certains sujets se démarquent parfois. L'initiative pour l'avenir, lancée par la Jeunesse socialiste, a vite attiré la foudre des porte-paroles de la bourgeoisie. Cette année, alors que l'initiative ne passera en votation qu'en novembre, un vent de panique se soulève depuis l'été. En août, le président de la Fondation Genève Place Financière affirmait dans le Temps que la Jeunesse socialiste se rend coupable d'écoblanchiment en prétendant défendre l'environnement pour masquer son vrai objectif - détruire les entreprises familiales. La solution à la crise climatique serait selon lui tout autre : la place financière...évidemment.

La finance et la technologie au secours de l'écologie ?

Si l'on souhaite se demander qui fait de l'écoblanchiment, prenons le cas du secteur financier. D'après les estimations, la place financière suisse génère des émissions de gaz à effet de serre entre 14 et 18 fois supérieures aux émissions domestiques annuelles de la Suisse. Relativement à sa population, la Suisse a été la deuxième plus grande source de financement pour les entreprises d'énergie fossile entre 2016 et 2022. Pourtant, l'opinion publiée dans le Temps citait à titre d'exemple louable l'événement *Building Bridges*, prévu fin septembre à Genève et consacré à la finance durable. Parmi les nombreuses organisations participantes on

peut notamment compter Nestlé, deuxième plus gros producteur de plastique au monde en 2023, Holcim, entreprise la plus polluante de Suisse, ou encore Dassault, car quelle industrie est plus bénéfique pour l'environnement que les avions de chasse ? Avec un tel palmarès, les ponts construits entre finance et développement durable s'annoncent bancals.

Il n'y a bien sûr pas que la finance durable qui s'offre à nous comme solution. Début septembre 2025, la Suisse signait un accord avec le Danemark pour y stocker ses émissions de CO₂, quelques mois après avoir signé un accord similaire avec la Norvège. Alors que le gouvernement prévoit des coupes budgétaires dans le domaine de l'environnement, il choisit d'aller enterrer ses problèmes à l'étranger. Cette stratégie, privilégiant des technologies largement critiquables et se détournant des enjeux fondamentaux de production, de consommation, et d'accroissement des inégalités, est caractéristique de la politique climatique qui domine depuis des décennies. Dans son article récent *In tech we trust: A history of technophilia in the Intergovernmental Panel on Climate Change's (IPCC) climate mitigation expertise*, l'historien Jean-Baptiste Fressoz démontre comment l'attention portée aux solutions technologiques, notamment dans les rapports du GIEC, a découragé les changements structurels nécessaires à la protection du climat et ce faisant a contribué à rendre nos objectifs climatiques inatteignables.

Envisager une nouvelle réalité

Les conférences sur la finance durable ou les accords sur la capture de CO₂ racontent la même histoire : celle d'un système économique désespéré de protéger le statu quo face à la crise qui s'amorce. C'est la fausse promesse que la course au profit pourra continuer à l'infini, et le vrai présage qu'elle continuera jusqu'à l'effondrement de la société telle que nous la connaissons. Le système capitaliste qui a engendré cette crise ne pourra pas nous en sortir, mais peut se parer de vert pour essayer de se maintenir.

Face aux solutions que nous vendent celles et ceux qui profitent de l'exploitation de l'environnement, nous devons choisir de concrétiser une vraie transformation sociétale à même de lutter contre la crise climatique. Une initiative seule ne peut atteindre cet objectif, mais elle peut y contribuer. Si l'initiative pour l'avenir suscite tant de réactions, c'est qu'elle permet de recadrer le débat public sur la composante systémique de la crise climatique, et avance une solution centrée sur la justice et la durabilité plutôt que sur la préservation jusqu'à la chute de notre réalité actuelle.

Mélanie Rufi



Police et racisme

La répression en matière de drogues : un outil raciste, violent et inefficace

En août 2025, le rapport de Border Forensics sur la mort de Roger Nzoy Wilhelm, tué à la gare de Morges par la police le 30 août 2021, révèle qu'entre 1992 et 2025, près de 20 % des décès liés à des interventions policières en Suisse concernaient des personnes stigmatisées pour leur consommation de drogues ou pour des motifs psychopathologiques.

Ce constat souligne que la consommation de stupéfiants agit comme un marqueur d'altération, permettant de justifier le recours à la violence. Cette stigmatisation se combine à d'autres facteurs d'exclusion – l'identité de genre, la racialisation, l'appartenance sociale, l'orientation sexuelle – qui amplifient encore les risques d'être violenté ou tué par la police.

Les violences policières liées à la répression des drogues touchent particulièrement les personnes racisées et s'inscrivent dans un phénomène global. Depuis son origine, la « guerre contre les drogues » n'a jamais été un instrument de santé publique, mais plutôt un système de contrôle racial, menant à des incarcérations massives et à des violences policières systématiques, surtout envers les communautés marginalisées.

Les activités liées aux drogues les plus couramment sanctionnées (possession, vente à petite échelle) sont généralement le fait d'individus qui n'ont qu'un faible pouvoir sur le marché. Ce sont des personnes facilement remplaçables dans la structure du marché illégal de la drogue. Pour les autorités, il est bien plus facile de cibler ces personnes que d'enquêter sur le crime organisé international en matière de stupéfiants.

Les contrôles systématiques des communautés racisées et marginalisées par la police constituent une forme de violence policière dont le prétexte est la répression en matière de stupéfiants. À titre

d'exemple pour illustrer le caractère systémique de ces violences, au Royaume-Uni, les personnes noires sont près de 6 fois plus susceptibles d'être arrêtées et fouillées par la police à la recherche de drogue alors qu'elles consomment moins de substances que les personnes blanches ; en France, les personnes noires sont contrôlées 9 fois plus souvent que les blancs et les personnes d'origine nord-africaine, 14,5 fois plus souvent.

Une histoire répressive

Les forces de l'ordre utilisent des lois répressives relatives aux stupéfiants comme outil d'oppression en ciblant les groupes marginalisés, plus particulièrement les minorités raciales et ethniques. Depuis leur genèse, ces politiques de contrôle des drogues sont gangrenées par des intentions racistes et impérialistes : certaines substances comme l'opium ou le cannabis, historiquement consommées par des peuples non-occidentaux, ont été criminalisées, tandis que d'autres comme la cocaïne ou le cannabis ont été associées aux populations racisées à travers des propagandes institutionnelles. Dans les années 30 aux États-Unis, ces substances sont décrites par le *Federal Bureau of Narcotics* comme une drogue poussant les populations noires et mexicaines à la violence et aux crimes sexuels.

Or, malgré des décennies de répression, les statistiques mondiales montrent que le marché illégal des drogues ne cesse de croître et de se diver-

sifier. Ces politiques ne sont donc pas seulement racistes et coloniales, elles sont aussi totalement inefficaces pour lutter contre le crime organisé.

Face à cet échec, les cadres juridiques nationaux doivent être repensés. Le pilier répressif, inefficace et discriminatoire, doit être remplacé par une approche conforme aux droits humains, plaçant la santé et la sécurité des personnes en priorité. Cela suppose d'allouer des ressources suffisantes à la réduction des risques, d'assurer un accès équitable à ces services pour toutes les catégories de la population, et de garantir une véritable participation démocratique des personnes concernées : usagers et petits acteurs dépendants de l'économie illégale.

Les politiques doivent placer la dignité humaine au premier plan : dépénaliser la consommation et la possession pour usage personnel, mettre fin à la violence et au harcèlement policiers, abolir l'incarcération des personnes consommatrices, et enfin, recentrer la répression sur le crime organisé et la traite des êtres humains. À ce titre, la mise en consultation de la Loi suisse sur le cannabis est une avancée positive.

Rosa Roux

À consulter :

The death of Roger Nzoy Wilhelm, border-forensics.org

Taxes douanières

Doit-on faire le travail du PLR ?

Premier août, 39% : deux chiffres suffisants pour évoquer toute une séquence politique. Celle-ci a vu deux camps s'affronter. D'un côté, le bloc bourgeois persiste dans son illusion de raisonner Trump. Pas besoin d'installer un rapport de force : quelques gestes de bonne volonté seraient nécessaires pour décrocher un meilleur accord. L'autre camp prend la mesure de ce qui est en train de se passer aux États-Unis et des effets sur l'économie-monde : l'entrée dans la géoéconomie. La chose à faire serait alors d'intensifier nos relations économiques avec nos partenaires européens, qui pour le coup sont plus fiables et partagent certaines valeurs démocratiques (malgré une multiplication des dérives).

Par là même, le camp bourgeois en profite pour faire avancer son agenda de déréglementation. Chaque nouvelle attaque contre l'état social sera dorénavant présentée ainsi : nos entreprises sont menacées par la restructuration de l'économie mondiale, elles doivent pouvoir baisser leur charge. Et l'angle diplomatique sera le verni perfectionnant ce supposé pragmatisme : persister dans la reprise des directives européennes encadrant les réseaux sociaux ou l'IA, dans l'instauration d'une taxe numérique, ou dans le maintien d'une taxe G20 sur les grandes multinationales ne ferait qu'énervier Trump et sa cour composée des barons de la tech.

L'UE en résistance ?

Mais à l'inverse, défendre les principes du marché commun pour échapper à cette vassalisation vis-à-vis des États-Unis (le narratif alternatif de la gauche en Suisse) est particulièrement faible pour attaquer cette nouvelle offensive libérale. De base, le parti des patrons, le PLR, devrait être le premier à défendre l'intégration économique au sein du continent. Mais par peur de perdre une place au Conseil fédéral dans deux ans, il joue l'attentiste et marche sur les plates-bandes de l'UDC. Mais l'agenda de la Commission européenne est tout aussi dérégulateur des désirs du patronat helvétique. La Commission européenne accepte cette vassalisation dans le domaine énergétique et militaire pour sauver les industries exportatrices allemandes et italiennes (accord de Turnberry), et veut développer son « autonomie stratégique » dans les autres domaines par le mirage du dynamisme entrepreneurial.

Depuis l'automne dernier, elle présente des lois « Omnibus » (paquets de dérégulations sectorielles) à tout va prévoyant la création d'exceptions dans les règles environnementales, de la santé publique, de la protection des consommateurs*trices, etc. Et en janvier, elle a publié la « boussole pour la compétitivité » qui propose notamment des instruments publics (et obscurs) pour assurer la prise de risque du capital



privé lorsqu'il investit dans l'univers des start-ups. Cet agenda pro-Business s'illustre également par la volonté de créer un 28e régime juridique pour les entreprises. Dans son discours sur l'état de l'Union de début septembre, Von der Leyen est allée plus en détail : droit fiscal et droit du travail seront adaptés pour que certaines heureuses entreprises européennes puissent se battre à armes égales contre leurs homologues chinoises ou américaines... Pour découvrir un narratif alternatif un peu plus sérieux, voir en page 19.

Bertil Munk

LE POING



Lors des Amfis de cet été, les déclarations inacceptables de **Jean-Luc Mélenchon** au sujet de Zelensky ont choqué, y compris dans son propre camp. Rien n'excuse de recycler la propagande poutinienne au sujet du président ukrainien. Zelensky n'est pas un dictateur illégitime. Ce genre de discours appartient à Douguine et à ses ami·e·s de l'extrême droite européenne qui ne rêvent que d'une chose : silencer l'entièreté de la société ukrainienne.

LA ROSE



Lors des législatives norvégiennes du début du mois, la Bérézina annoncée de la gauche norvégienne n'a pas eu lieu. Les travaillistes garderont le pouvoir, et n'agiront sûrement pas contre les actifs fossiles du fonds souverain. Heureusement, **le parti Rødt** (rouge) gagne lui aussi quelques sièges. Prêt à soutenir le gouvernement, Rødt n'hésitera pas pour autant à faire pression pour une meilleure décarbonation du pays.

LE CASSE-NOIX



En réponse aux dénonciations de la police, et ne ratant jamais une opportunité pour faire rayonner son manque de sens critique, **le conseiller aux États Baptiste Hurni** signait fin août une chronique condescendante et paternaliste. Il prend la défense de cette institution raciste et sexiste, priorisant un opportunisme rempli de platitudes au détriment de l'émancipation des populations victimes de violences policières.

**PAGES
DE
GAUCHE****Le dossier**

Le triste retour du poncif austère

La menace d'un massacre budgétaire pèse lourdement sur la Suisse. En 2024, le Conseil fédéral annonçait son «programme d'allégement budgétaire 2027», basé sur le rapport dit «Gaillard». L'objectif de ce programme est d'économiser 2,5 milliards de francs en 2027, et 3 milliards en 2028, afin de rétablir l'équilibre budgétaire du pays qui serait devenu un problème de vie ou de mort. Le processus de consultation mené en 2025 ne suffira pas à éviter le désastre de ces coupes touchant pratiquement toutes les facettes de notre société. L'un des seuls domaines épargnés est l'armée - il ne faudrait en effet pas entraver le chemin de la remilitarisation de l'Europe et des profits tirés par l'industrie de l'armement.

Les coupes massives qui s'annoncent en Suisse s'inscrivent dans un regain international des politiques d'austérité. Alors que l'austérité est souvent présentée comme la réponse nécessaire et inévitable aux récessions, il ne s'agit bien sûr jamais d'un outil dépolitisé. Comme l'explique par exemple Clara Mattei (voir en page 10), l'austérité est avant tout une logique de transfert des ressources des travailleur·euse·s vers les plus riches à la fois en investissant dans les secteurs lucratifs tels que l'armée plutôt que dans les services pu-

blics, et aussi en imposant plus fortement les moins fortunés, par exemple avec des renforcements des taxes à la consommation. Fondamentalement, il s'agit d'une stratégie de préservation du capitalisme face aux crises qu'il traverse et la contestation croissante qu'il subit.

Ce dossier s'intéresse donc à l'austérité, ce fantôme trop bien connu qui revient hanter nos finances publiques. Tout d'abord, le dossier se penchera sur cette idée revenue d'entre les morts qui séduit encore et toujours malgré son inefficacité démontrée. Nous évoquerons ensuite l'austérité et son utilisation politique : un article sera consacré au rôle de l'austérité dans la montée en puissance de l'extrême droite, puis un entretien avec l'historienne Aniko Fehr offrira une rétrospective sur la politique fiscale de la Confédération et son « art de vider les caisses ». Le dossier se concentrera ensuite sur les conséquences concrètes et imminentes des coupes budgétaires dans deux secteurs clés, la recherche et la santé. Alors que le discours public alarme sur l'endettement, nous nous intéresserons également à la réalité de la dette suisse. Enfin, nous regarderons de plus près les formes que peut prendre l'anti-austéritarisme.

Les finances publiques au régime nourrissent l'extrême droite

L'austérité, réponse classique du néolibéralisme aux crises du capitalisme, crée un climat politique facilement exploitable par les mouvances d'extrême droite et contribue à la fascisation de la société.

Parmi les nombreuses images décourageantes qui ont marqué 2024, on peut compter l'apparition sur scène d'Elon Musk brandissant une tronçonneuse offerte par Javier Milei et représentant ses coupes prévues du budget fédéral. Ce moment illustre deux tendances marquantes de notre époque, d'une part la montée en puissance des forces d'extrême droite, et de l'autre le recours accru aux mesures d'austérité pour réduire les dépenses publiques. Ces deux tendances ne coexistent pas par hasard : l'austérité favorise directement le succès électoral des partis d'extrême droite.

Alors que le capitalisme inflige crise sur crise à la population, l'austérité affaiblit le maigre rempart qu'est l'État providence. Elle entraîne un démantèlement des services publics, des infrastructures, des prestations sociales et des subventions. En résultent des conditions de vie en détérioration constante pour une large partie de la population, alors que d'autres en profitent pour s'enrichir. La confiance est rompue avec le gouvernement et les partis conventionnels, orbitant autour du centre, qui risquent alors d'être punis électoralement. Et dans ce climat d'insatisfaction, auprès d'une population à la recherche de solutions alternatives, l'extrême droite s'impose.

La pente glissante du mérite

La stratégie actuelle de l'extrême droite repose entre autres sur l'exploitation du mécontentement général généré par le capitalisme pour diffuser un discours raciste et xénophobe érigeant l'immi-

gration comme bouc émissaire, et les régions frappées par l'austérité sont plus réceptives à ces idées. L'austérité est un outil clé du capitalisme néolibéral : elle promet un État réduit et une compétition entre les individus pour mériter des ressources limitées.

Ces mêmes idées se fondent ensuite parfaitement dans les discours d'extrême droite, dans lesquels la prétendue compétition pour les ressources opposerait d'un côté les méritant-e-s - en large majorité les ressortissant-e-s nationaux-ale-s - qui contribueraient à la richesse de la nation, et de l'autre les personnes qui profitent du système, notamment les demandeur-euse-s d'asile et toute personne étant perçue comme vivant "au crochet" de la société. Le racisme implicite derrière cette image du "contributeur" et de la "contributrice" n'est pas nouvelle, la participation fiscale ayant par exemple été utilisée dans le Sud états-unien après la Guerre de sécession comme euphémisme pour défendre les intérêts des propriétaires blancs sans devoir faire référence à la race. Plus récemment en France, le slogan "C'est Nicolas qui paie" illustre cette rhétorique selon laquelle les revenus de la classe moyenne blanche seraient aspirés par l'État pour les reverser à des personnes moins méritantes, notamment des jeunes racisé-e-s.

Porte ouverte à la fascisation

Ces discours trouvent un terreau fertile dans les démocraties libérales à bout de souffle. Aux États-Unis par exemple, seuls 28% de la population s'estiment satisfait-e-s par la démocratie. L'accroissement des inégalités pousse les citoyen-ne-s à chercher d'autres candidat-e-s à soutenir, mais les discours alarmistes sur la mauvaise santé des budgets nationaux rendent

peu crédibles les propositions de gauche basées sur la redistribution. La perspective d'augmenter l'imposition des personnes les plus fortunées est aussi peu encourageante, les ultra-riches pouvant menacer de faire disparaître des emplois en s'exilant vers des horizons plus cléments.

Umberto Eco, en cherchant à décrire le fascisme, explique que celui-ci naît de la frustration populaire, notamment celle causée par les crises économiques. Le mécontentement lié à une crise empirant lorsque des mesures d'austérité sont prises, ces politiques contribuent ainsi à la montée du fascisme. De plus, en asséchant les finances de la recherche et de l'éducation, l'austérité ouvre la porte à l'anti-intellectualisme (voir aussi l'article p.14). Nous ne nous étonnons donc pas que l'UDC, parti d'extrême-droite fascisant, encourage de telles coupes budgétaires et, alors que les États-Unis sombrent dans l'autocratie conservatrice, qu'il appelle à «plus d'Elon Musk» dans la politique budgétaire suisse.

Mélanie Rufi



Les «idées zombies» de KKS & Co

Dans Austérité, l'histoire d'une idée dangereuse, Mark Blyth qualifie l'austérité d'«idée zombie». Les réductions de dépenses publiques n'ont presque jamais contribué à améliorer la situation économique. Elles ont le plus souvent engendré l'inverse. Les diminutions des salaires des retraité·e·s, des fonctionnaires et de la demande publique ont mis un frein à la croissance de l'économie privée, et ont par là même affaibli les revenus de l'État les années suivantes. La croyance en la «contraction budgétaire expansionniste» (l'austérité amènerait de la confiance qui à son tour permettrait de nouveaux investissements privés) se base sur presque rien. Mais alors, pourquoi y-a-t'il un retour si fort de cette idéologie dans la séquence politique actuelle ?

DOSSIER Les mesures austéritaires ne naissent évidemment pas de l'esprit tordu de certain·e·s économistes ou de responsables politiques. La première explication valable de l'émergence de ces mesures vient de Clara E. Mattei dans *The capital order, How Economists Invented Austerity and Paved the Way to Fascism* qui prend deux exemples des années 1920 : l'Italie mussolinienne et la Grande-Bretagne des Tories. Elle estime que ces choix politiques sont pris dans le but délibéré d'affaiblir un mouvement ouvrier devenant trop bien organisé et par conséquent trop dangereux. Sur ces années de politiques austéritaires, la part de la richesse produite de ces deux pays s'est élargie du côté des propriétaires aux dépens des ouvriers·ères et des employé·e·s.

L'autre grande source de ces politiques austéritaires,

mieux à même d'expliquer les réformes structurelles imposées par le FMI dès les années 1970 ainsi que la période 2010 dans les pays du sud de l'Europe, vient de la pression imposée par les marchés financiers. Le taux d'endettement élevé des pays concernés fait craindre aux créanciers·ères un non-remboursement de leurs prêts. Les institutions créancières espèrent alors un assainissement des finances publiques en pensant que ces hauts taux d'endettement seraient avant tout la conséquence d'une mauvaise gouvernance et de citoyen·ne·s «vivant au-dessus de leurs moyens». Ces critiques conduisent à une baisse de confiance des investisseurs·euses, une note dégradée par les agences de notation, et donc à une hausse importante des taux d'intérêt. Les sauvetages du FMI sont alors négociés par le biais de mémoran-

dums conditionnant la restructuration de la dette à des réformes structurelles insupportables.

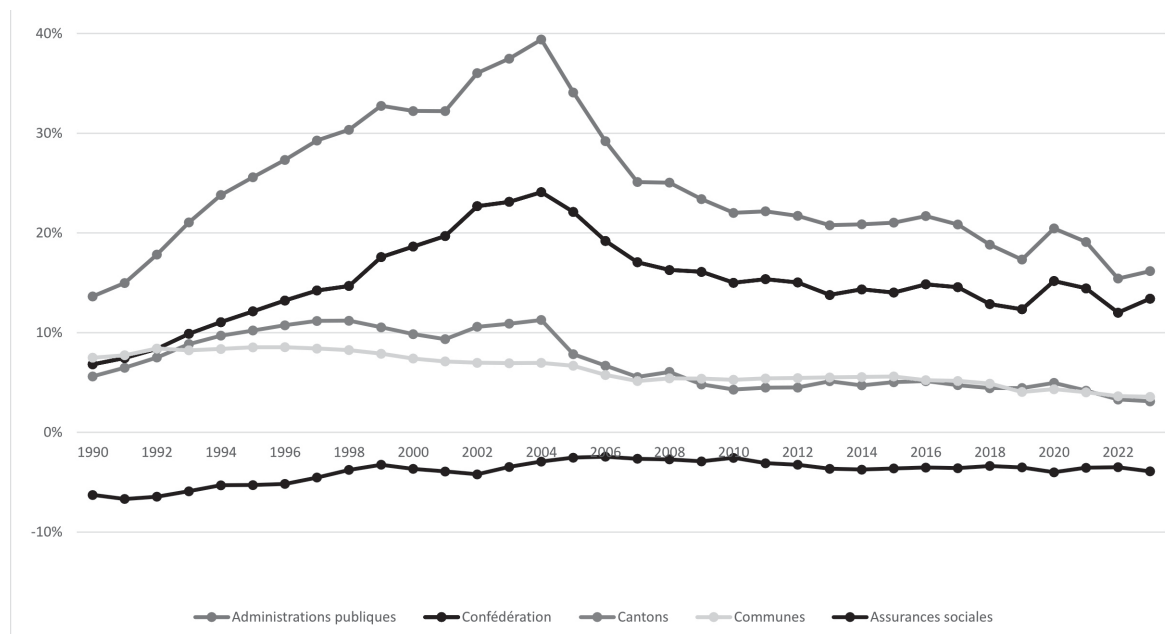
Où se situe la Suisse ?

Pour ce qui est des dynamiques actuelles en Suisse, aucune de ces deux explications n'est pleinement convaincante. En page 16, nous verrons que le faible taux d'endettement public en Suisse ne pourrait en aucun cas conduire à une pression des créanciers·ères craignant l'insolvabilité de l'État (cf. graphique 1).

En parallèle, le camp du travail ne menace pas non plus de grappiller une part trop large de la richesse produite, même si la droite genevoise utilise ce genre d'argument pour défendre les lois corsets : la politique salariale trop favorable de l'État obligerait le privé à s'aligner sur le public, et ainsi à trop rémunérer le travail.

Graphique 1 : Taux d'endettement net (FMI)

Sources : Département fédéral des finances, Finances des administrations publiques selon les modèles SF et SFP





En revanche, cette offensive bourgeoise sur la taille de l'État qui s'opère à l'échelle cantonale, fédérale et aussi internationale est une réponse évidente à la séquence COVID et au malaise profond de la bourgeoisie face à l'importance donnée aux institutions publiques qui ont dû prendre le pas sur l'inefficience du privé.

Le dernier espoir de la bourgeoisie

Mais ce qui est d'autant plus déterminant pour comprendre la nouvelle vague austéritaire réside dans l'atonie des économies des pays occidentaux, et à fortiori de celle de la Suisse. Après avoir laissé la désindustrialisation s'enliser pour développer en échange le secteur des services, la Suisse (et beaucoup d'autres) est désormais face au problème inhérent de la dépendance au secteur tertiaire : la croissance de la productivité y est structurellement plus basse. Durant le second trimestre 2025 (avant les droits de douane américains donc), la croissance helvétique n'était que de 0,1%. Convaincues que quelques points de croissance pourraient être grappillés en laissant plus de place à l'économie privée, les forces du ca-

pital vont partout dans la même direction : la tronçonneuse.

L'Argentine et les États-Unis ont pavé le chemin, mais ont buté sur les faits. En Argentine, l'inflation a bien diminué...mais uniquement grâce à l'appauvrissement général des plus bas déciles qui ont dû diminuer leur consommation. Aux États-Unis, Musk, convaincu que l'ensemble du secteur public était corrompu et ne servait à rien, prévoyait à travers DOGE des économies de près de 2000 milliards. Quelques mois après, c'est un échec total : les présumées inefficiences du gouvernement n'ont pas été trouvées et ce ne sont "que" 170 milliards qui ont été économisés (avec les effets dévastateurs bien réels qu'on connaît).

Ce fantasme d'un état vaoutour fait partout bonne presse. Et alors que le monde de la recherche et que l'office de la statistique sont en grande difficulté, les associations patronales se parent faussement d'arguments scientifiques grâce aux "recherches" de sombres instituts libéraux. En août, c'était au tour de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie d'y sauter à pied joint. Son nouveau rapport «éclairage sur l'effi-

cience de l'administration vaudoise» est d'une mauvaise foi flagrante. Avec des comparaisons plus qu'approximatives entre différents systèmes cantonaux, ce serait uniquement 38% de la ligne budgétaire «sociale» que les bénéficiaires recevraient réellement. Les 62% restant seraient des frais administratifs de trop qu'on pourrait sans autre couper : 250 millions. C'est audacieux quand l'ensemble de la méthodologie du travail n'est pas communiqué. L'administration vaudoise n'a pas tardé pour démontrer par A plus B que ces chiffres étaient délirants. L'intégrité scientifique de ces économistes est désormais largement entachée, mais peut-être n'est-ce qu'un énième coup hallucinatoire d'une intelligence artificielle sous-performante, dans quel cas ces économistes seraient incompetents avant d'être malhonnêtes.

Maurer était juste bon pour se tromper chaque année sur les comptes fédéraux. Karin Keller-Sutter réhausse légèrement la barre : elle est en passe de matérialiser une série de dogmes qui ne résistent pourtant pas à l'épreuve des faits.

Bertil Munk

L'art de vider les caisses : entretien avec Aniko Fehr

Aniko Fehr est historienne. Elle a consacré sa thèse à l'histoire de la politique fiscale de la Confédération suisse entre les années 1958 et 1977. Pour Pages de gauche, elle a répondu à nos questions sur la notion de « politique des caisses vides ».

DOSSIER Dans le titre de ta thèse, tu mentionnes « l'art de la Confédération suisse de vider les caisses ». Pourquoi avoir choisi ces termes ? Et que recouvre la notion de « politique des caisses vides » ?

Parler de fiscalité, c'est en principe parler de l'art de remplir les caisses de l'État. Ainsi, le fait d'intituler une recherche autour de « l'art de vider les caisses » est donc déjà un paradoxe qui invite à s'interroger. Initialement, l'expression de « politique des caisses vides » a été formulée par Sébastien Guex dans un ouvrage de 1998 et désigne une orientation stratégique, une volonté délibérée : il ne s'agit pas d'un accident ou d'un simple effet conjoncturel. L'objectif n'est pas de « vider » les caisses au sens propre, mais de faire en sorte qu'elles ne se remplissent jamais trop, de maintenir les finances publiques à un niveau jugé « équilibré » afin de ne pas devoir répondre aux revendications sociales qu'autorise une démocratie parlementaire. Et cela passe notamment par une limitation des impôts, entre autres de ceux qui touchent les milieux possédants. Comme l'a décrit l'écrivain et sociologue autrichien Rudolf Goldscheid au début du 20^{ème} siècle, il s'agit de maintenir un État pauvre pour pouvoir, le moment venu, justifier le refus de financer des dépenses qui ne serviraient pas les intérêts des milieux dominants et de la bourgeoisie. Autrement dit : derrière chaque crise budgétaire, il n'y a pas seulement des facteurs économiques, mais aussi une orientation politique assumée.

Quels sont les acteurs qui ont contribué à imposer cette orientation ?

Il faut rappeler qu'en Suisse, les cantons conservent une large autonomie sur le plan de la fiscalité, et que ma thèse se situe à l'échelle fédérale. Toutefois, si l'on se concentre sur la Confédération, on constate la continuité d'un phénomène bien analysé depuis la fin du 19^{ème} siècle : le rôle décisif et l'influence du grand patronat et des milieux industriels et bancaires. Ces milieux disposent d'une influence considérable, liée à la manière dont l'État fédéral a été structuré dès 1848. Leur pouvoir repose à la fois sur l'influence de certaines de leurs organisations, sur leurs relais parlementaires, et sur des liens personnels privilégiés avec des personnalités influentes, dont notamment des conseillers fédéraux. Ils parviennent ainsi à orienter la politique fiscale helvétique en leur faveur, tout en consolidant la place financière suisse à l'international selon leurs intérêts.

Et du côté de l'administration fédérale ?

L'administration joue un rôle un peu différent. On y trouve des fonctionnaires chargés d'avoir une vision plus large, dont l'objectif consiste avant tout à maintenir un équilibre et un système. Dans les correspondances que j'ai consultées dans le cadre de mes recherches, on voit des mises en garde, des critiques, parfois même des tentatives de poser des limites face aux milieux patronaux et bancaires,

notamment pour éviter de provoquer des levées de boucliers du côté des syndicats. Ainsi, les acteur·trice·s de l'administration fédérale cherchent parfois à freiner certaines pressions. Mais cela ne change pas la ligne générale : l'administration reste globalement alignée sur la préservation des intérêts dominants. Elle peut mettre des bâtons dans les roues à court terme, mais n'opère jamais de changement de cap.

Peut-on distinguer des tournants dans cette politique fiscale dans la période que tu as étudiée ?

L'un des apports de ma thèse a été de montrer que, malgré les spécificités politiques, sociales et économiques des années 1958-1977, la politique fiscale et financière de la Confédération suisse reste largement guidée par les principes ordo- et ultralibéraux établis depuis le début du 20^e siècle. L'idée centrale demeure celle d'un État fédéral financièrement limité, dont les capacités d'intervention doivent rester faibles. Les écarts ponctuels que j'ai pu identifier, notamment l'augmentation des recettes et des dépenses durant les années 1960, apparaissent comme des ajustements de circonstance plutôt que comme un véritable changement de cap.

Bien qu'il n'y ait pas de changement d'orientation majeur, trois grandes phases se dégagent néanmoins. La première, qui s'étend entre 1958 et 1968, forme ce que j'ai appelé la « glorieuse décennie » : c'est une période de croissance où la politique des caisses vides se relâche temporairement. Malgré un régime fiscal qualifié de « minceur », les caisses se remplissent, ce qui permet à l'État de financer des investissements considérés comme nécessaires au développement du capitalisme suisse. En matière de politique



des caisses vides, cette première phase est donc moins frontale et correspond à une « politique des petits pas » : une stratégie graduelle qui permet aux forces bourgeoises d'accumuler des succès successifs, notamment à travers l'amnistie fiscale générale de 1968. La seconde (1966-1973) est marquée par la recherche de nouvelles ressources pour la Confédération. Dans un contexte social plus conflictuel, cette période voit de légers rééquilibres, avec des hausses d'impôts et l'abandon, par les milieux bourgeois, de certains privilèges fiscaux, essentiellement pour des raisons de politique intérieure. Enfin, la troisième phase (1974-1977) marque une rupture : les milieux d'affaire adoptent des positions très offensives et ainsi, la « politique des petits pas » cède la place à une orientation résolument austéritaire, symbolisée par le retour en force de la « politique des caisses vides ».

Quelles résistances a-t-on observées face à cette politique ?

Cette question mérite d'être approfondie. À première vue, les résistances paraissent limitées : quelques voix discordantes existent, mais elles demeurent minoritaires. J'ai notamment relevé les positions ambivalentes de plusieurs parlementaires socialistes sur divers dossiers. À

titre illustratif, le conseiller national socialiste saint-gallois Mathias Eggenberger adopte une attitude difficilement compréhensible pour un élu de gauche lors des débats sur les projets d'amnistie fiscale fédérale et sur les mesures de lutte contre la fraude. Comme d'autres élu-e-s socialistes, il défend un socialisme libéral. Cette même vision se retrouve dans d'autres dossiers sensibles, tels que le financement de l'AVS. Helmut Hubacher, conseiller national socialiste puis président du PSS, adopte lui aussi des positions accommodantes envers la droite bourgeoise lorsque celle-ci mène une offensive contre les contributions fédérales à l'AVS. Dans ce prolongement, on peut aussi s'étonner du soutien apporté en 1977 par la direction du PSS au « paquet Chevallaz », qui prévoit notamment l'introduction d'une TVA qui pèse lourdement sur les foyers aux revenus modestes.

Plus largement, les socialistes, au niveau fédéral, semblent renoncer à remettre en cause le système dans son ensemble, du moins pour la période étudiée. Leur action relève davantage d'une « politique des miettes » : une opposition de façade, sans réelle capacité ou volonté d'obstruction ou de rupture. Depuis les années 1930 et la paix du travail, syndicats et socialistes paraissent avoir fait le choix

de la négociation et de la participation institutionnelle plutôt que celui de la contestation. Le camp bourgeois, de son côté, continue de concéder quelques avantages marginaux tout en conservant l'essentiel du pouvoir.

Quel regard portes-tu sur l'actualité ? Observe-t-on des inflexions récentes ?

Ce qui me frappe, c'est la continuité. On lit encore aujourd'hui régulièrement dans les journaux que « le déficit budgétaire est moins élevé que prévu », mais qu'il faut malgré tout poursuivre les économies. Et ces coupes touchent toujours les mêmes secteurs : hôpitaux publics, enseignement, accueil de jour... jamais l'armement, ni les F-35. En parallèle, des baisses d'impôts considérables sont en discussion et certaines sont même accordées. Dans le contexte actuel, je m'étonne de l'absence de contestation face à ce discours. La « politique des caisses vides » continue d'imprégner la vie politique suisse, sans même être remise en question.

Propos recueillis par Zoé Seuret

La thèse d'Aniko Fehr, dirigée par Sébastien Guex, a été soutenue en 2023 et s'intitule « La politique fiscale de la Confédération suisse ou l'art de vider les caisses (1958-1977) ». Elle fera prochainement l'objet d'une publication.

Universités en danger, démocratie en péril

Alors que le Conseil fédéral prévoit près d'un demi-milliard de coupes annuelles dans la formation, la recherche et l'innovation dès 2027, l'enseignement supérieur vacille. Derrière les chiffres : des projets scientifiques sacrifiés, des milliers de postes précarisés et des hautes écoles encore plus élitistes se profilent à l'horizon. Ces mesures d'austérité s'inscrivent par ailleurs dans un contexte déjà préoccupant, où l'anti-intellectualisme et la marchandisation de la science mettent en péril la démocratie.

DOSSIER Une saignée dans la formation et la recherche

Le « plan d'allègement budgétaire 2027 » prévoit près de 460 millions de francs de coupes annuelles dans la formation, la recherche et l'innovation. Concrètement, cela signifiera notamment une hausse des taxes d'études pour les étudiants·e·s, la précarisation accrue des chercheur·euse·s (revenus en baisse, multiplication des contrats courts et intensification du travail académique), ainsi qu'une dégradation de la qualité de l'enseignement, avec moins d'enseignant·e·s pour un nombre pourtant croissant d'étudiant·e·s. Il faut aussi rappeler que les mesures d'austérité ne touchent pas tout le monde de la même manière : les populations issues de milieux populaires, ainsi que les personnes racisées et sexisées, déjà fragilisées, seront les premières à subir ces conséquences. Elles seront encore davantage exclues de l'enseignement supérieur et/ou condamnées à des carrières instables.

Des coupes qui aggravent un climat déjà marqué par la brutalité anti-science

Réduire les budgets de la recherche et de la formation n'est pas une fatalité économique, c'est un choix politique. Et ce choix s'inscrit dans un climat international marqué par la montée de la brutalité anti-science. On pense à Donald Trump et J.D. Vance, qui mènent de réelles purges anti-intellectuelles aux États-Unis, retirant des financements à des chercheurs accusés d'antisémitisme ou plus classiquement d'"islamogauchisme" ; prétextes grossiers pour porter at-

teinte aux sciences du climat, aux sciences sociales, aux études genre et postcoloniales – plus largement à toutes celles qui documentent les rapports de domination et les inégalités. La Suisse n'est pas épargnée par cette offensive réactionnaire, comme le démontre le cas du professeur Joseph Daher, dont le contrat n'a pas été renouvelé par l'Université de Lausanne à la suite de ses déclarations sur le génocide à Gaza. Ainsi, dans un climat marqué par l'anti-intellectualisme et dans un contexte de sous-financement déjà chronique au sein des domaines de la formation et de la recherche, les coupes prévues ajoutent une nouvelle couche de violence institutionnelle. En s'en prenant à la science, on affaiblit encore la démocratie.

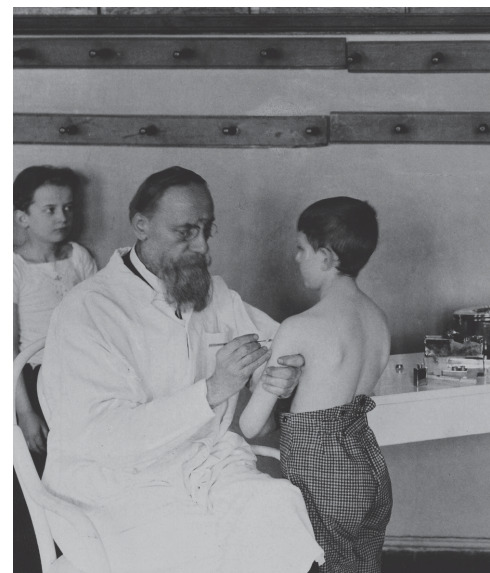
Contre la marchandisation de la recherche et pour une science engagée

Face à cette offensive, il faut refuser le piège de défendre la formation et la recherche au nom des impératifs de performance économique. Réduire la science à un instrument de croissance ou d'innovation, c'est déjà préparer le terrain à la marginalisation de toutes les disciplines critiques, avec – au premier plan – les sciences humaines et sociales. La science n'est pas une marchandise ou un produit à vendre sur le marché de l'innovation, c'est un bien commun qui doit servir la société et la population. Défendre la recherche au nom de sa rentabilité économique reviendrait à la soumettre à une logique qui l'étrangle, et à condamner à mort, dans un futur plus ou moins lointain, les sciences humaines et sociales,

les sciences du climat, les études genre et postcoloniales – et plus généralement toutes les sciences qui nourrissent les luttes d'émancipation et offrent des outils pour transformer la société.

Pour répondre à ces menaces, la mobilisation s'organise. Au printemps dernier, une trentaine d'organisations – syndicats, associations étudiantes, chercheur·e·s et personnel académique – ont signé une résolution commune contre les projets du Conseil fédéral. Depuis, la tendance se confirme désormais au niveau cantonal : le Conseil d'État vaudois prévoit des coupes budgétaires massives et de retrancher 22 millions de francs du budget de l'Université de Lausanne en 2026, soit presque l'équivalent du budget annuel de la Faculté des géosciences et de l'environnement. Autant de signaux qui laissent présager que les coupes dans la formation et la recherche pourraient se multiplier.

Zoé Seuret



Le secteur de la santé aurait pu se passer de ces nouvelles coupes

Alors que d'importantes restrictions budgétaires ont déjà été adoptées en début d'année, obligeant l'Office fédéral de la santé publique à réaliser des économies de 11 millions de francs par an dès 2026, la Confédération entend aller plus loin avec le nouveau programme d'allégement budgétaire actuellement en préparation.

DOSSIER La rhétorique qui accompagne ces politiques d'austérité est désormais bien rodée : selon le discours néolibéral, les sacrifices imposés aujourd'hui constitueraient une étape nécessaire — et surtout transitoire — pour rétablir la santé des finances publiques et préparer un avenir prospère. Derrière ce récit se dessine toujours la même injonction : l'État doit se contraindre à réduire son périmètre, que ce soit en comprimant l'ensemble de ses dépenses rapportées au PIB ou en ciblant certaines politiques publiques jugées secondaires.

De grosses conséquences...

Or, l'expérience démontre que ces mesures produisent surtout des effets délétères. Dans le canton de Vaud, par exemple, le Conseil d'État prévoit d'économiser 5 millions dans les hôpitaux régionaux. Et ces coupes auraient été bien plus drastiques sans les nombreuses mobilisations qui les ont partiellement freinées : le projet initial visait en effet une réduction de 20 millions, ce qui aurait amputé de 25 à 30 %

le budget de certaines structures, telles que les Pôles santé du Pays-d'Enhaut et de la Vallée de Joux, menaçant même leur survie.

Mais, même "atténuées", ces mesures d'austérité mèneront inévitablement à des suppressions de postes et fragiliseront tant l'accès que la qualité des soins dans les régions touchées, puisque le personnel représente 70 à 75 % des coûts hospitaliers. Et la problématique dépasse les hôpitaux régionaux puisque dès 2026, des coupes de 24 millions sont prévues pour le CHUV.

La même logique se retrouve à Genève avec les «lois corsets», votées par la majorité de droite au Grand Conseil et heureusement refusées par la population le 28 septembre. Ces dernières visaient d'une part à restreindre les services publics et les prestations à la population en limitant la croissance des charges à celle de la démographie. D'autre part, elles prévoyaient qu'en cas de déficit budgétaire, aucun poste permanent — à l'exception des enseignant·es liés à l'augmentation des effectifs scolaires — ne pouvait être créé. Une telle approche méconnaît pourtant la complexité des besoins collectifs : ceux-ci ne dépendent pas uniquement de l'augmentation de la population, mais aussi de dynamiques sociales, sanitaires et environnementales telles que le vieillissement de la population ou l'aggravation de la crise climatique. Ainsi, ces enjeux imposent une extension des prestations de l'État pour y répondre de manière adéquate.

Enfin, ces lois auraient privé le canton de la capacité à répondre efficacement aux crises, notamment dans les do-

maines de la santé, de l'aide sociale, de l'emploi ou de l'éducation.

Ces exemples cantonaux mettent en évidence les conséquences sociales négatives des politiques d'austérité : licenciements massifs pour le personnel et dégradation de l'accès aux soins et aux services publics pour la population.

...et des calculs douteux

Mais au-delà de l'impact social, ces politiques se révèlent également inefficaces et contre-productives pour réduire les déficits. Toutes les dépenses publiques n'ont pas le même effet : certaines soutiennent la prospérité collective, en particulier celles consacrées à la santé, à l'éducation ou à la protection sociale. Les fonds investis dans ces secteurs restent largement dans l'économie nationale, sous forme de salaires, de consommation ou d'investissements locaux, et ne peuvent être délocalisés. À l'inverse, les dépenses militaires ou les subventions aux entreprises bénéficient beaucoup moins à la collectivité, car une part importante s'échappe sous forme d'investissements à l'étranger, de dividendes ou de placements financiers.

Loin d'avoir une quelconque utilité dans l'assainissement des finances publiques, les mesures d'austérité sont donc avant tout un formidable outil pour réaliser le rêve éternel de casse sociale de la droite, le tout au profit des quelques riches qui deviennent toujours plus riches, laissant la majorité de la population sur le carreau.

Aline Bressoud



Ce que la dette publique suisse dit d'elle-même

Les mesures d'austérité cantonales et fédérales semblent particulièrement absurdes à la vue du très faible taux d'endettement de nos administrations publiques que ce soit en valeur absolue ou en comparaison internationale. En page 12, nous avons discuté avec Aniko Fehr de la politique des caisses vides de la Confédération. Celle-ci prévoit de limiter les revenus fiscaux pour empêcher le développement de politiques sociales. Inutile de dire que l'instauration du frein à l'endettement en 2003 a encore intensifié cette dynamique : d'une part la Confédération restreint ses revenus fiscaux, de l'autre elle empêche toute correction passant par l'endettement.

DOSSIER Ce mécanisme avait été introduit après une décennie économique compliquée pour la Suisse (et une volonté claire de maintenir une politique fiscale accommodante envers les grandes fortunes). Le taux d'endettement (dette sur PIB) de la Confédération était passé de 7% en 1990 à 24% en 2004 (voir graphique 1). Les quinze ans d'après avaient été utilisés pour rembourser une dette qui n'avait pas besoin de l'être. Grâce à ses excédents annuels, la Confédération était parvenue à se débarrasser de près de 37 milliards de dettes.

Le COVID a entraîné des emprunts extraordinaires. Entre 2019 et 2022, la dette de la Confédération est passée de 109 milliards à 139 milliards. Mais durant cette même période, les cantons et les communes ont continué à rembourser leur dette, et les assurances sociales ont, par effet miroir de la Confédération, augmenté leur excédent de quelques milliards (achat de nouvelles obligations). La dette nette des administrations publiques (total Confédération, Communes, Cantons et Assurances sociales) n'a donc augmenté que de 10 milliards durant le COVID. En rapport avec le PIB (qui s'est contracté uniquement en 2020), le taux d'endettement de l'agrégat « administrations publiques » n'a cessé de baisser. Le taux d'endettement de la Confédération est lui resté relativement stable. Les projections de la BNS prévoient

que, grâce à son programme d'allègement, la Confédération pourrait faire passer son taux d'endettement sous la barre des 12% dès 2028.

Un autre dogme d'Avenir Suisse

L'année dernière, le vice-directeur d'Avenir Suisse résumait bien le point de vue du patronat : « La force du frein à l'endettement réside dans le fait qu'il discipline le zèle des politiques en matière de dépenses. ». Cette approche douteuse en terme démocratique confirme une fois de plus la crainte de ces milieux au début de la crise sanitaire. Mais dès 2020, Avenir Suisse déclarait par le biais cette fois de son directeur qu'« [il] est incontestable qu'un niveau élevé de dette [restreigne] la marge de manœuvre de l'État et [affaiblisse] le développement économique d'un pays. »

Pile : ne pas s'endetter disciplinerait l'État, face : l'endettement restreindrait la marge de manœuvre de l'État. Cette dissonance trahit en réalité la conception de ces milieux pour l'investissement public : seuls les milieux privés sont à même d'investir dans l'économie et il serait dangereux que l'État s'y mêle excessivement.

Par honnêteté intellectuelle, le directeur d'Avenir Suisse ajoute quand même que : « (...) le point critique auquel une dette nationale devient insoutenable a toujours été une question controversée en économie. ». Nous pouvons même aller beaucoup plus

loin, l'endettement public est théoriquement infini, tant que les créanciers·ères continuent à considérer l'État emprunteur comme solvable, et ainsi à lui prêter de quoi rembourser la dette dont la maturité arrive à échéance. Les quelques cas de crises de la dette viennent certes d'un taux d'endettement élevé, mais avant tout d'une folie passagère des créanciers·ères et du manque de contrôle de la devise dans lequel la dette est contractée. Les pays du sud de l'Europe n'avaient pas les leviers pour faire fonctionner la planche à billet de la BCE, les pays d'Amérique du Sud ont emprunté des eurodollars et les pays d'Asie du Sud-Est ont inutilement arimé leur monnaie à celle des dollars.

La possibilité d'une dette nationale insoutenable n'est ainsi pas prête de se poser en Suisse avec ses 13%, et ce d'autant plus lorsque l'on sait que d'autres économies capitalistes avancées ont des taux à trois chiffres : Japon 235%, Grande-Bretagne 104%, Canada 112% ou États-Unis 122%. Ces chiffres peuvent paraître effrayants, mais rappelons aussi que ce taux est absurde : il compare un stock (les dettes) et un flux (le PIB). Un calcul sur l'ensemble des actifs d'une économie serait déjà plus approprié mais statistiquement impossible à faire.

Là où Avenir Suisse n'est pas complètement à côté de la plaque, c'est sur la question du coût des intérêts de la dette. La dette est souvent contractée auprès d'acteurs

privés qui dégagent alors un profit. Ce transfert monétaire vers le public a lieu alors même que ces créanciers-ères (s'ils-elles sont en Suisse) pourraient juste être taxé-e-s davantage. Avenir Suisse estime qu'en cas d'abandon du frein à l'endettement, le coût des intérêts de la dette pourrait atteindre 8 milliards d'ici 2050 ! En 2024, cette charge était de 1,24 milliards, et est notamment le résultat du «haut» taux d'emprunt des dernières années. L'estimation d'Avenir Suisse se base aussi sur celle-ci. Mais depuis, le taux d'emprunt moyen cesse de baisser. Il est maintenant à 0,6% contre plus du double partout ailleurs (voir graphique 2).

Une idéologie schizophrène

Avenir Suisse aime l'argument moralisateur du «futur à entretenir» : nos enfants ne devraient pas avoir à payer ces 8 milliards que nous aurions contracté-e-s par caprice. Mais ce point de vue est ab-

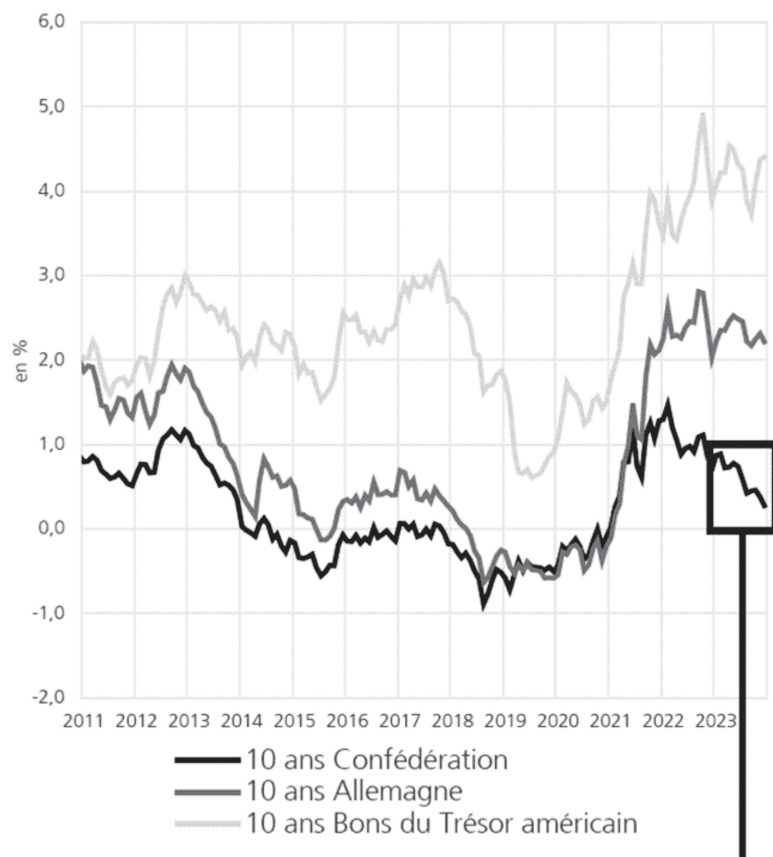
surde : ils-elles pourront eux-elles aussi demander à leurs enfants de s'en occuper. L'immoralité est au contraire du côté d'Avenir Suisse : un État ne devrait en aucun cas faire de bénéfices (ou d'excédents) : il est là pour que ce soit les mortel-les qui en fassent, et le premier empêche souvent l'autre.

À chaque nouvel appel d'offres (d'émission de dette) sur le marché monétaire ou le marché des capitaux, les investisseurs-ses se bousculent au portillon : les obligations de dette helvétiques sont particulièrement convoitées. Cela est bien évidemment symptomatique de l'explosion de l'épargne privée, et les dynamiques inégalitaires de ces dernières décennies. (À ce sujet, la composition de la dette helvétique est frappante : la part des dettes appartenant à des fonds de placement a presque doublé entre 2010 et 2024.) Mais cela veut aussi dire que l'endettement public de la Confédération comme

débouché de certains investissements privés est demandé, et a déjà beaucoup plus d'utilité sociale que les phénomènes hyper-spéculatifs actuels (immobilier, intelligence artificielle, cryptoactifs, etc.) qui ne donnent plus aucune importance à la production mais à la hausse attendue de la valeur de l'actif.

De plus, nous venons d'apprendre que l'investissement en biens d'équipement en Suisse a baissé de 0,8% au deuxième trimestre 2025, confirmant la dynamique de baisse des investissements de 2,1% en 2024. Face à ces chiffres alarmants, le programme d'austérité de la Confédération est probablement le pire à faire. Un programme public d'investissement serait à l'inverse en mesure de contenir ce décrochage, et permettrait par la même occasion de contenir la hausse du franc suisse.

Mais malgré tout, Avenir Suisse et le reste du patronat maintiennent le cap. Cette politique aveugle est nuisible aussi pour une large frange du capital. Pour l'instant, la Suisse ne risque absolument rien en cas d'endettement supplémentaire. Et quand bien même cet endettement deviendrait plus important, une large liste de politiques monétaires non-conventionnelles reste disponible. La Banque de France obligeait par exemple les banques privées à souscrire à leurs obligations à un taux fixé préalablement. L'annulation des dettes détenues par la Banque nationale peut être effectuée sans aucun coût supplémentaire (car dans tous les cas les bénéfices de ces titres vont directement à la trésorerie fédérale), et dans le pire des cas, la répudiation des dettes n'a, à travers l'histoire, pas toujours été une mauvaise expérience. En Helvétie, ce bras de fer potentiel avec les créanciers-ères n'est toutefois pas prêt de commencer.



Graphique 2 : Évolution des taux des emprunts d'État

Sources : Trésorerie fédérale, Rapports d'activité 2024

Bertil Munk

France : des mobilisations massives contre les politiques d'austérité

Le 10 septembre, le mouvement « Bloquons tout » a rassemblé près de 175 000 personnes selon le Ministère de l'Intérieur à travers la France avec de plus de 800 actions. Cette mobilisation, d'une ampleur rare depuis les Gilets jaunes, reflète la colère sociale face à la politique d'austérité du gouvernement, entre revendications sur le pouvoir d'achat, défense des acquis sociaux et critique du modèle économique néolibéral.

DOSSIER L'appel du 10 septembre, un cri de colère né sur internet dans des cercles souverainistes et identitaires structuré autour du hashtag #bloquons tout, a rapidement été repris et amplifié par une base militante de gauche. Il a ensuite été rejoint par de nombreuses organisations – dont 300 syndicats – associations et partis de gauche.

Bien qu'il ne soit pas structuré de manière classique et qu'il fédère des revendications diverses, ce mouvement exprime une convergence forte contre la politique économique et austéritaire menée sous la présidence d'Emmanuel Macron. Selon Salomé Saqué dans Blast le 11 septembre, les revendications visent en particulier à faire face à la baisse du pouvoir d'achat et à défendre les acquis sociaux. Les revendications économiques concrètes (salaires, retraites, conditions de travail) se mêlent ainsi à une critique plus globale du modèle néolibéral et du système politique français actuel.

Cette contestation s'inscrit dans un contexte marqué par des tensions sociales récurrentes. En 2023, la réforme des retraites avait déjà entraîné 14 journées intersyndicales de mobilisation, sans infléchir la position du gouvernement, qui avait choisi de recourir à l'article 49.3. Dans le même temps, le recours à l'article 49.3, censé rester exceptionnel, a été utilisé à plus de 23 reprises sous le gouvernement d'Élisabeth

Borne pour éviter des votes incertains à l'Assemblée nationale.

Parallèlement, le gouvernement a durci les règles de l'assurance chômage, malgré l'opposition des syndicats et de nombreux économistes. Non content d'ignorer les revendications phares des mobilisations sociales de ces dernières années (Gaza, climat, santé, etc.), le gouvernement a également intensifié la criminalisation des manifestant·e·s et la répression policière. Ainsi, lors des mobilisations du 10 septembre, il y avait presque un policier pour deux manifestant·e·s, avec comme consigne claire « la fermeté ».

Un profond mécontentement

Dans un contexte où la pauvreté augmente, où les emplois précaires se multiplient, où le surendettement de la population progresse et où les inégalités atteignent un niveau record, l'annonce du budget Bayrou a agi comme un déclencheur. Les mesures prévues – suppression de deux jours fériés, réduction du remboursement de certains médicaments et nouvelles atteintes à la protection sociale et aux services publics – ont cristallisé un mécontentement profond et généralisé.

L'appel à bloquer le pays le 10 septembre a rencontré un écho considérable. La seule anticipation de ce mouvement aurait suffi à faire vaciller le pouvoir, au point de provoquer la démission de François Bayrou lors du vote de confiance du 8 septembre. L'énorme journée de mobilisation syndicale du 18 septembre constitue la continuité du mouvement et l'occasion d'amplifier la dynamique favorable en créant les conditions d'un rapport de force durable, afin de mettre un terme à cette politique d'austérité.

Aline Bressoud





Être anti-austéritaire, et quelque chose en plus

DOSSIER Ce dossier s'est construit en réaction aux annonces politiques de la Confédération et des différents cantons. Il gravite autour de trois objectifs : - mettre à jour les effets mortifères de ces réductions budgétaires - démontrer que ces choix politiques sont à l'opposé de leur prétendu pragmatisme - inscrire ces politiques dans un contexte global d'offensive réactionnaire.

Nous n'avons en revanche que peu parlé des formes d'opposition qui pouvaient émerger pour faire échouer ces projets de réforme. Celles-ci ont déjà lieu et prendront de l'ampleur ces prochains mois. Leurs apparitions peuvent parfois être inattendues. Plusieurs milliers de personnes ont manifesté au Sentier, territoire enclavé, mettant une pression telle que le Conseil d'État vaudois n'a pas tardé pour faire marche arrière. Un bon exemple pour comprendre le premier enjeu. Pour que ces mobilisations anti-austéritaires s'élargissent et soient victorieuses, les effets négatifs

des coupes doivent pouvoir être visualisés subjectivement, et dans une perspective temporelle suffisamment proche. Mais l'opposition à cette vague austéritaire, dont l'étape déterminante aura probablement lieu dans un an lors du référendum attendu contre le « programme d'allègement 2027 », ne sera pas à elle seule capable de se débarrasser pour de bon des assauts austéritaires.

Une période dangereuse

L'austérité renforce l'extrême droite tout comme l'extrême droite renforce l'austérité. Certain·e·s affirment que ce courant politique ultra-réactionnaire progresserait car il promettrait une nouvelle stabilité (à une portion limitée de la population) face à l'instabilité néolibérale. Pour d'autres, elle ne serait qu'une fuite en avant de ces mêmes politiques, accentuant par la même son aspect chaotique dans le seul but de sauvegarder les rentes d'une petite élite économique. Ce qui est sûr, c'est que dans ces deux

cas, un horizon sombre se rapproche à grande vitesse. Impossible alors de ne pas mettre en lien cette situation avec la période de grande inflation de ces dernières années, et la dynamique de grande précarisation du monde du travail, qui vient du long phénomène de désindustrialisation. Se borner à recycler l'anti-austéritarisme de la décennie précédente ne nous mènera pas loin, surtout à la vue des échecs apparents de ces mouvements.

Car au sujet de ce tableau peu reluisant, les taxes américaines l'éclaboussent. Ces dernières années, quelques faits économiques avaient marqué les esprits en Suisse. On peut penser à la fermeture de BAT à Boncourt, ou au risque de fermeture de Stahl Gerlafingen l'an dernier. Ces deux cas s'ajoutent aux nombreux licenciements collectifs de moyennes entreprises de ces dernières années qui sont passés presque inaperçus grâce au dynamisme apparent de certains *hubs* économiques financiers ou digitaux.

Mais les parts de marché de nombreuses entreprises s'étiolent et le risque est grand que la seule solution réellement envisagée ne passe par un réalignement compétitif, et donc à des chocs déflationnistes dont la violence sociale sera décuplée par la crise du logement actuelle.

L'économie mondiale est en surproduction. Les produits à bas coût envahissent le marché (les productions sidérurgiques européennes et suisses en sont les premières victimes). Étendre la durée du chômage partiel semble alors être la mesure de court-terme la plus sage. Mais la gauche a urgemment besoin d'être plus ambitieuse. Des politiques industrielles d'ampleur doivent pouvoir être développées dans le but de maintenir une autonomie sur la production, et éviter les dépendances vis-à-vis des autoritarismes, qu'ils soient américains, russes ou chinois.

Ces politiques pourront tout à fait se coordonner à l'échelle du continent si une volonté politique dans ce sens venait à émerger.

Ces politiques seront à même de stabiliser une économie qui laisse émerger des monstres politiques d'un autre temps. Elles passeront nécessairement par des vagues de nationalisations, et des politiques de réinvestissements qui pourront tout à fait se produire sur une base décarbonée. Le poncif de l'austérité n'a pas sa place dans cet univers. L'argent nécessaire existe déjà, mais il a arrêté de circuler au-delà du plus haut décile et d'une série d'actifs financiers tous plus absurdes les uns que les autres.

Et sans un soutien inébranlable au service public, cet objectif sera évidemment caduc. L'idéal de la droite tient en une formule : « individualiser les coûts d'un maximum de prestations économiques ». Chaque

homo oeconomicus pourrait alors décider individuellement de ce dont il elle a vraiment besoin. En plus d'être antisocial, cet imaginaire est chaotique. Il sous-tend une société plus ségréguée ainsi qu'une précarisation accrue du monde du travail. L'éducation supérieure serait réservée aux plus aisé·e·s et l'accès au soin sera encore plus compliqué pour les habitant·e·s des régions périphériques. La modération salariale inhérente aux projets austéritaires actuels mettrait encore davantage d'individus en difficultés financières, aurait comme effet macroéconomique une réduction de la demande interne, un ralentissement de l'activité économique et la création de nouvelles incertitudes dont tout le monde aurait pu se passer.

Renverser ces projets dangereux n'attend plus que nous.

La rédaction

Allez voir *Une bataille après l'autre* dès maintenant

Une bataille après l'autre de Paul Thomas Anderson, mérite tout le battage médiatique dont il fait l'objet. Courez – ne marchez pas – pour voir ce portrait passionnant, hilarant, émouvant et trop prémonitoire des activistes américain·e·s en déroute face aux autoritaires de droite.

En vérité, j'ai vraiment aimé et admiré *Une bataille après l'autre* de Paul Thomas Anderson. Il est captivant, percutant, d'une actualité brûlante, il s'inspire et rend pleinement justice à une multitude de genres, notamment l'action, la comédie, le *suspense* et le *thriller* politique. De plus, il comporte une scène de poursuite en voiture fascinante, ondulante, avec des montées et des descentes, comme je n'en ai jamais vu auparavant, et j'en ai vu des milliers dans ma vie.

Dans l'ensemble, *Une bataille après l'autre* est un film qui offre tout ce qu'il faut pour ravir les cinéphiles. Il incarne tout ce que le cinéma américain devrait être à l'heure actuelle.

Ce film vous est proposé par Paul Thomas Anderson, l'au-

teur à l'origine d'œuvres aussi importantes que *There Will Be Blood* et *The Master*. Ici, il adapte librement et actualise le roman *Vineland* de Thomas Pynchon, publié en 1990, qui raconte l'histoire d'activistes des années 1960 victimes de nouvelles attaques à l'époque de Ronald Reagan, fuyant une fois de plus les forces fédérales dans un environnement de plus en plus insensé dominé par la droite.

Une bataille après l'autre arrive dans les salles quelques semaines seulement après que j'ai été charmé par *Caught Stealing* de Darren Aronofsky, un autre exemple d'un réalisateur généralement snob qui se lance dans les plaisirs du cinéma de genre et propose quelque chose de brut et de délicieux. S'il s'agit

d'une tendance, elle est improbable et merveilleuse, et j'espère qu'elle se poursuivra jusqu'à ce que les comédies loufoques et déjantées de Michael Haneke nous enchantent toutes et tous dans les multiplexes.

S'il y a une justice – ce qui est parfois douteux –, *Une bataille après l'autre* devrait remporter un Oscar dans presque toutes les catégories de longs métrages. Les images riches et brutes du directeur de la photographie Michael Bauman, obtenues grâce au tournage dans l'ancien format *VistaVision*, comme dans *The Brutalist* de Brady Corbet, seront certainement nominées. Et Leonardo DiCaprio doit sans aucun doute remporter l'Oscar du meilleur acteur, dans la mesure où il s'est ici surpassé. Qui d'autre pourrait incarner les tourments d'un père célibataire élevant une adolescente rebelle dans des circonstances grotesquement terribles avec autant d'auto-commisération comique ?

Une trame anarchique...

DiCaprio incarne «Ghetto» Pat Calhoun, un révolutionnaire clandestin qui perd son amour farouchement militant, Perfidia Beverly Hills (Teyana Taylor), dans des circonstances traumatisantes lorsque le capitaine Steven J. Lockjaw (Sean Penn) mène la charge pour détruire leur groupe paramilitaire d'extrême gauche, le *French 75*. Lors d'une première rencontre tendue et absurde, Perfidia humilie sexuellement Lockjaw, ce qui le pousse à agir de manière perverse à partir de ce moment-là. Il développe une obsession sexuelle pour Perfidia, ce qui lui donne l'occasion d'échapper à l'emprisonnement en échange de la dénonciation de ses camarades. Finalement, elle s'enfuit au Mexique.

Quinze ans plus tard, Pat et sa fille Charlene, sous les pseudonymes de Bob et Willa Ferguson, vivent discrètement dans une ville sanctuaire isolée du nord de la Californie, Baktan Cross. Perpétuellement défoncé au milieu des séquoias, Bob est à la fois un paranoïaque épuisé et un père aimant, qui tente d'élever sa fille adolescente pleine d'entrain de la manière la plus sûre et la plus normale possible, dans l'ignorance de son passé et du sort de sa mère.

Puis leur vieillesse, Lockjaw, désormais promu colonel et espérant rejoindre une société secrète suprémaciste blanche appelée le *Christmas Adventurers Club*, revient soudainement à la recherche des quelques membres survivants du *French 75*. Bob et Willa sont contraints de prendre à nouveau la fuite, aidés par l'ancienne camarade d'armes de Bob, Deandra (Regina Hall), et le professeur de karaté de Willa, Sensei Sergio St. Carlos (Benicio del Toro). Ce dernier est le chef de la communauté clandestine des *Baktan Cross*, qui organise un réseau de passeurs depuis la frontière mexicaine, et son immense compétence contraste de manière ironique avec l'hystérie geignarde de son ami Bob.

À partir de là, c'est une longue course-poursuite, tour à tour angoissante et hilarante, et parfois les deux à la fois.

Des luttes politiques

Mais ne vous laissez pas tromper par les noms caricaturaux des personnages et la comédie désordonnée : ce film est si surprenant par son intensité politique qu'il fait honte à toute la culture pop américaine actuelle. Il commence par un raid du *French 75* sur un centre de détention pour immigrants il y a environ quinze ans (c'est donc le début de la présidence de Barack Obama, n'est-ce pas ?), qui réussit si spectaculairement qu'il établit rapidement le lien entre les frissons extatiques de la jeunesse et l'action révolutionnaire qui a tendance à brûler vite et à s'éteindre rapidement. Perfidia est tellement excitée par une mission qu'elle supplie l'expert en explosifs Pat/Bob de coucher avec elle sur-le-champ, pendant qu'il la supplie de continuer à courir en bredouillant : «Mais cette bombe va exploser dans deux minutes !»

Le sentiment pesant des échecs passés de la gauche à empêcher la marche politique toujours plus inquiétante vers la droite depuis les années 1970 est au cœur d'*Une bataille après l'autre*. La scène dans laquelle Bob, drogué, est allongé sur son canapé en peignoir et regarde *La Bataille d'Alger* pour la énième fois est profondément douloureuse. Mais elle est contrebalancée par l'énergie anarchique et l'espoir tenace du film. La fille de Bob et l'élève de Sensei St. Carlos, Willa — qui fait une entrée remarquée à l'écran dans le rôle de Chase Infiniti —, représente la jeune génération qui prend le relais du combat. Elle en vient à partager l'attitude calme et pragmatique de son professeur face à la formule «une bataille après l'autre».

St. Carlos est le modèle de détermination fiable avec une démarche pensée et résolue pour élaborer des plans de secours avec un réseau d'alliés fiables à travers divers systèmes, cela dans le but de continuer le combat malgré les inévitables raids, revers et bouleversements violents. Il allie une fermeté imperturbable et un vif plaisir à l'absurdité humaine, interprété de manière si



attachante que je ne pense pas avoir jamais autant apprécié del Toro, dont je suis pourtant fan depuis *Usual Suspects* (1995). Lui et Penn seront très probablement en lice pour le prix du meilleur acteur dans un second rôle lors de la prochaine saison des récompenses.

En bref, *Une bataille après l'autre* est un film à voir. À voir plusieurs fois. Il a immédiatement rencontré un excellent accueil auprès des critiques et du public, mais c'était un pari coûteux de 130 millions de dollars ; et il est important que ce film soit un succès. Il critique de manière très acerbe l'élite au pouvoir dans ce pays, non seulement en tant que capitalistes égoïstes qui exploitent régulièrement le reste de la population, mais aussi en tant que monstres vieillissants, obsédés par des préjugés racistes de longue date, mêlés à une profonde psychose sexuelle. Ce n'est bien sûr pas une nouvelle représentation, mais elle est rare dans les films américains qui visent à être populaires.

Et combien de fois, ces dernières années, avons-nous vu un film clairement destiné à inspirer la gauche ? Allez le voir. Allez-y maintenant.

Elieen Jones

Publié par le magazine Jacobin,
Traduit de l'anglais par Bertil
Munk à l'aide de Deepl

Nouvelle rubrique culture

«Alors ça ça m'a chamboulé»

Bonjour Mathilde. Peux-tu nous partager une lecture qui t'a "chamboulée" ?

Cet été, allongée sur une plage corse les seins à l'air, j'ai lu l'essai «un féminisme décolonial», écrit par la militante française Françoise Vergès. Elle met le doigt là où ça fait mal : sur les contradictions des féministes européennes qui ont lutté pour que je puisse découvrir mes tétons mais qui luttent maintenant contre la liberté des femmes musulmanes de s'habiller comme elles veulent. Plus que des contradictions, c'est l'héritage d'une pensée coloniale et raciste qui habite encore de nombreuses organisations et personnes de gauche, en France comme en Suisse. Difficile de ne pas penser à certaines élues affirmant être de gauche mais qui avaient soutenu l'initiative antiburqa de l'UDC en 2019.

Françoise Vergès explique que le féminisme civilisationnel est apparu à la fin des années 1990 avec deux buts clairs : combattre l'islam qui soumettrait les femmes, et combattre les inégalités de genre ailleurs qu'en Europe, puisque l'égalité y serait déjà

atteinte. Le féminisme civilisationnel prêche la liberté individuelle de s'habiller comme on veut tout en établissant que seuls les corps nus sont libres. Il déclare également que seule la laïcité peut garantir la liberté des femmes. Être libre, ce serait être républicaine. Et si vous portez un signe ostentatoire d'une religion, alors vous êtes automatiquement opprimée.

Mais cela ne s'applique de fait qu'aux femmes musulmanes parce que les personnes qui instrumentalisent ainsi les droits des femmes servent un projet de société précis : une société nationaliste et capitaliste, qui hiérarchise les vies et exclut les personnes qui ne sont pas blanches. Et ça, c'est du fémonationalisme. Il n'y a plus rien de féministe dans le fait de considérer que les femmes musulmanes et migrantes doivent être sauvées des hommes de leur propre culture en s'intégrant dans le marché néolibéral du travail. C'est bien une forme de liberté : la liberté de vendre sa force de travail dans un monde où l'on est contraint·e de le faire pour survivre lorsqu'on ne

possède pas de moyens de production.

Mais aux femmes racialisées, on laisse le travail qui fatigue et qui brise le plus : le travail du *care*. Françoise Vergès le définit comme le travail dont l'objectif est de maintenir ou augmenter la liberté d'une personne. Plus il sert à aider les autres, moins il est payé. Et il est réservé aux personnes désignées comme étant propres à être usées et fatiguées parce que l'économie capitaliste divise les corps entre ceux qui ont le droit à la santé et les autres.

Cette réalité est encore bien présente en Europe, malgré ce que les féministes civilisationnel·le·s aimeraient nous faire croire. Françoise Vergès l'appelle le patriarcat moderne, qui promeut les droits des femmes tout en exploitant les femmes racialisées, faisant aussi de cette lutte une question individuelle et psychologisante. Il suffirait d'un peu plus d'éducation et hop, l'égalité peut être atteinte, ce qui a l'air clairement plus simple que de démanteler collectivement les structures oppressives dans lesquelles nous vivons. L'autre forme de patriarcat est un patriarcat néofasciste et masculiniste, qui attaque frontalement les femmes et les personnes queers.

En conclusion : cela ne suffit pas de se dire «intersectionnel·le». Afin de décoloniser réellement nos luttes et ne pas servir le projet civilisationnel de l'extrême droite, Françoise Vergès nous pousse à comprendre comment les droits des femmes sont devenus un outil impérialiste.

Conseil lecture de Mathilde Mottet



À lire
Un féminisme décolonial
 Françoise Vergès
 Paris, la Fabrique, 2019
 152 pages

20 ans force ; Unia de A à Z
Direction de Marie-Josée Kuhn
 Berne, Syndicat Unia, 2025

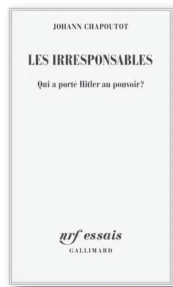
Unia a sorti cet été un livre-anniversaire pour sa vingtième année. Celui-ci devrait être facilement disponible lors de leurs événements – attention cependant à ne pas le confondre avec la documentation d'assemblée qui ressemble à s'en méprendre à ce joli bloc rectangulaire A4 de près de 300 pages.

Son format abécédaire donne une vision non structurée de vingt ans de lutte. Rares seront celles-celles qui liront le recueil d'une traite. Il permet au contraire de se plonger l'espace de quelques instants dans un combat historique du syndicat, un portrait d'une figure militante d'une de ces luttes, ou une thématique générique qu'Unia porte haut et fort depuis des années. Les nouveaux mythes fondateurs du syndicalisme du nouveau millénaire y sont dès lors détaillés : Merck Serrono en 2012 pour la romandie, la prise du tunnel de Baregg en 2002 un peu plus à l'est ou encore en 2008 l'occupation des entrepôts CFF Cargo légèrement plus au sud.



Certaines thèses intéressantes sont reprises tout au long du livre : la tertiarisation de l'économie suisse et a permis au monde syndical de se féminiser pour inclure l'ensemble des travailleuses-eurs. Ou alors : Unia assure des bonnes CCT grâce à des luttes régulières. La faiblesse des protections légales contraint les syndicats à ce *mano à mano* perpétuel. Mais après avoir parcouru ces nombreux articles et archives, on peut rester déçu-e du manque général de débat d'idées. Se gargariser de nos victoires peut parfois nous faire du bien, mais un livre-anniversaire de ce type aurait aussi pu fournir une plateforme pour discuter de certaines questions qui elles peuvent faire mal. **BM**

Les Irresponsables
Qui a porté Hitler au pouvoir ?
Chapoutot Johann
 Paris, Gallimard, 2025



Dans son dernier ouvrage, Johann Chapoutot revient sur l'Allemagne des années 1930 à 1933 et remet en cause l'idée selon laquelle les nazis auraient accédé au pouvoir par le jeu électoral ou par une inexorable poussée populaire. En mettant en lumière les forces qui ont porté les nazis au pouvoir et provoqué la chute de la République de Weimar, il déconstruit ainsi les mythes selon lesquels la démocratie pourrait « naturellement » mener au fascisme. Les « irresponsables », tels qu'il les désigne, sont les élites politiques et économiques qui, face à leur manque d'assise socio-électorale, ont choisi de s'allier dès 1930 aux nazis afin de préserver leurs intérêts et, surtout, d'empêcher une victoire de la gauche.

Deux concepts essentiels appuient le propos de Chapoutot. Celui d'« extrême centre », développé par Pierre Serna, désigne la collusion entre droite conservatrice et libérale avec l'extrême droite. Sous couvert de traiter les « extrêmes » à égalité, c'est néanmoins avec les nazis, et non la gauche, que ces forces choisissent de gouverner. Le second concept structurant mobilisé par l'auteur, celui de « libéralisme autoritaire », forgé par Grégoire Chamayou, décrit quant à lui des élites attachées au libéralisme économique mais relativement indifférentes à la démocratie : pour protéger leurs privilèges, les libéraux autoritaires sont prêts à la sacrifier.

L'analyse de Chapoutot se concentre avant tout sur la responsabilité des élites conservatrices et libérales ; en arrière-plan demeure toutefois la question des choix stratégiques de certaines forces de gauche allemande – et plus particulièrement du SPD et du KPD – dont les divisions ont aussi contribué à ouvrir la voie aux nazis. Avec cet ouvrage, Chapoutot rend néanmoins le présent plus intelligible et montre combien la fin de la République de Weimar – épisode trop rarement interrogé – continue pourtant de hanter nos démocraties. **ZR**

Faut-il se passer du numérique
pour sauver la planète ?
Cédric Durand
 Paris, Amsterdam, 2025

Ce petit ouvrage synthétise les deux derniers gros volumes que l'auteur avait publiés avec Razmig Keucheyan sur la bifurcation écologique et le techno-féodalisme. Il dépeint avec une grande précision la domination actuelle des « big techs » à l'échelle planétaire et mobilise par la même l'imaginaire féodal. L'ensemble des activités économiques sont désormais inféodées à une « glèbe numérique » invisible qui nous tient entièrement captifs-ves, et qui en tire une rente astronomique.

Celle-ci a été rendue possible grâce à une monopolisation intellectuelle. L'intensification de la protection de la propriété intellectuelle dès les années 1970 en est un des facteurs centraux. Les géants du numérique se sont progressivement accaparé la connaissance à coup de dépôts de brevets (pour des logiciels par exemple) dont ils ne sont souvent pas à l'origine.

Cédric Durand place ce phénomène dans la tendance longue du capitalisme à polariser le travail. Moins le-la travailleur-euse connaîtra le processus de production, et plus la domination du capital se renforcera grâce à leur aliénation. La situation actuelle représente alors le franchissement d'un nouveau palier où nous n'avons presque plus accès aux informations relatives à la production.

Mais ce nouveau rapport à la connaissance invalide par là même les thèses d'Hayek sur le libre-marché comme seul capable de formuler les besoins économiques. Le traitement pouvant être fait de ces masses d'informations ouvrirait en revanche la porte à une planification économique largement plus efficace. Avec de l'effort et de l'implication démocratique, celle-ci pourrait même être désaliénante et écologique. Voilà une belle impulsion théorique pour la construction de telles alternatives. **BM**



Calendrier de gauche

11 octobre

Manifestation pour la Palestine

15h à Berne, BE

23-25 octobre

Congrès du syndicat Unia

20 ans de force, ensemble pour la justice sociale

Brigue, VS

25 octobre

Congrès du Parti socialiste suisse

Les big tech : un danger pour la démocratie ?

Sursee, LU

3 et 4 novembre

Grève des maçon·ne·s

Genève, GE

22 novembre

Manifestation nationale pour des soins et un accompagnement de qualité

14h15 à Berne, BE

Du 1 au 3 décembre

Université Syndicale Internationale du GLI

Villarsceaux, France

Local à partager !

Certain·e·s abonné·e·s ne le savent peut-être pas, Pages de gauche loue un petit local rue St-Pierre à Lausanne que nous partageons avec deux indépendants qui y travaillent la journée. Ce petit local nous est utile pour la bonne tenue de nos séances (quelques soirs par mois) et nous permet d'entreposer nos archives volumineuses. Son loyer est modeste mais sa valeur immatérielle est grande : il a vu l'évolution de la presse romande en Suisse-romande, étant à l'origine le local de feu Domaine Public.

Pour légèrement réduire nos charges fixes, nous sommes à la recherche d'une association (ou autre nébuleuse organisation partageant nos valeurs) qui pourrait être intéressée à partager une partie de ces frais, et qui pourrait en échange profiter d'un local pour l'organisation de ses séances.

En cas d'intérêt, merci de nous écrire (info@pagesdegauche.ch).

**AUSTÉRITÉ :
L'IDÉAL DU TAUDIS**

Table ronde

**2 décembre à 19h
Espace Dickens, Lausanne**

Avec
Aniko Fehr
historienne
Cora Antonioli
présidente SSP Vaud
Luzian Franzini
secrétaire général VERT-E-S suisses

P.P.

CH-1002 Lausanne

POSTE CH SA